

## Après l'Ouganda, le Rwanda dément vouloir accueillir des migrants en provenance d'Israël

08 janvier 2018

Par Jeune Afrique avec AFP



Israël a lancé un programme destiné à imposer à 38 000 migrants africains en situation irrégulière de choisir entre l'expulsion ou l'incarcération, affirmant avoir des accords avec des pays tiers pour assurer l'accueil des volontaires au départ. Après l'Ouganda, c'est au tour du Rwanda de démentir l'existence d'un tel accord.

Après l'Ouganda, qui a démenti jeudi l'existence d'un accord avec Israël pour accueillir des milliers de migrants soudanais ou érythréens en situation irrégulière que l'État hébreu souhaite expulser, le Rwanda a contesté à son tour vendredi l'information.

« Il y a eu des négociations par le passé, mais il n'y a eu aucun accord. Cette histoire d'un accord entre Israël et le Rwanda est une fausse information », a déclaré le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Olivier Nduhungerehe, en précisant que ces discussions avaient eu lieu il y a trois ans.

### **Expulsion ou leur incarcération**

[Israël a lancé mercredi un programme](#) destiné à imposer à 38 000 migrants africains en situation irrégulière, en majorité des Érythréens et des Soudanais de choisir [entre leur expulsion ou leur incarcération](#). Ceux-ci ont jusqu'à la fin mars pour quitter Israël, faute de quoi ils seront emprisonnés pour une durée indéterminée. Les migrants qui accepteront de quitter Israël se verront remettre un billet d'avion et près de 3 000 euros.

Après la date du 1er mars, il sera encore possible pour ces personnes de quitter volontairement Israël, mais la prime au départ sera dégressive... Et ceux qui refuseront seront emprisonnés, a prévenu le ministère de l'Intérieur israélien.

Le gouvernement israélien reconnaît tacitement qu'il est trop dangereux pour les Érythréens et Soudanais de retourner chez eux, mais n'a pas dit dans quels pays ils pourraient être envoyés.

Le régime érythréen a été accusé par l'ONU de crimes contre l'humanité « généralisés et systématiques ». Quant au Soudan, son président Omar el-Béchar fait l'objet de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

**« Nous espérons que le Rwanda restera ferme »**

Des ONG israéliennes soutenant les migrants ont cependant affirmé que des accords avaient été signés avec le Rwanda et l'Ouganda, pour accueillir les migrants volontaires.

« Ce refus par le gouvernement rwandais de participer à un accord de transfert avec Israël signifie que le Rwanda refuse de rabaisser les réfugiés africains, ou de leur nier les droits fondamentaux », s'est félicitée Adi Drori-Avraham, membre de l'ONG israélienne Assaf (Aid Organisation for Refugees and Asylum Seekers).

« Nous espérons que le Rwanda restera ferme dans son refus de collaborer à de tels projets avec le gouvernement israélien », a-t-elle ajouté au cours d'un entretien téléphonique vendredi.

Ces migrants sont pour la plupart entrés illégalement en Israël via le Sinaï égyptien à compter de 2007. Ce flux a été stoppé avec la fin de la construction par l'État hébreu d'une clôture électrique le long de la frontière avec l'Égypte.

Israël a ouvert des centres de rétention dans le sud, où près de 1 500 migrants sont soumis à un régime de semi-liberté. Ces établissements vont fermer leurs portes et les migrants qui refuseront de partir seront envoyés en prison.